



**« LES PARTENAIRES SOCIAUX CONTINUENT DE CONCEVOIR LES DIPLÔMES COMME DES QUALIFICATIONS TRÈS PRÉCISES ET NON COMME UNE MOBILITÉ PROFESSIONNELLE TOUT AU LONG DE LA VIE » (Paul Santelmann, Afpa)**

Paul Santelmann, responsable de la prospective à l'Afpa, s'est exprimé jeudi 22 novembre sur le thème : « Stigmatiser les salariés ou reconnaître leurs compétences ? », dans le cadre du forum sur « Le français, une compétence professionnelle ». Organisé par le Comité de liaison pour la promotion des migrants et des publics en difficulté d'insertion (CLP), ce colloque s'est déroulé les 21 et 22 novembre à Paris.

« On vit en France avec une représentation des qualifications héritée des "Trentes glorieuses" (1945-1975) », a-t-il attaqué en guise de préambule. Selon lui, ces représentations ont été construites autour d'un pacte social fondé sur le plein emploi et la pénurie de travail. Cela a entraîné la formation de représentations étroites confinant au « malthusianisme ». « Le besoin de main-d'œuvre était tel que beaucoup de jeunes de l'époque n'ont pas fait d'études, a-t-il rappelé. Dans les années 60, 500 000 jeunes sortaient annuellement du système éducatif sans le CAP ou uniquement avec le CAP en poche. Personne ne s'est soucié de leur avenir. On pensait que le plein emploi serait éternel. De ce point de vue, les années de crise ont remis les pendules à l'heure ».

La faute aux fondamentaux de l'école, construits sur la séparation forte entre savoirs académiques et savoirs du travail. « Une séparation qui a pénalisé les 12 millions d'ouvriers et d'employés qui continuent d'être perçus à travers ce prisme déformant », analyse Paul Santelmann.

### **Une machine à stigmatiser**

Pire : les choix éducatifs majeurs faits aujourd'hui perpétueraient ce clivage stigmatisant. « Plutôt que de former les jeunes aux mobilités, on continue de les préparer à un emploi précis, condamne-t-il. Au risque d'en faire des chômeurs. C'est très pénalisant pour ces jeunes, sans parler des jeunes infra niveau V, les 160 000 qui sortent chaque année du système scolaire sans aucun bagage. De ces derniers, on dit carrément qu'ils ne savent rien. Ce qui est une manière d'en rajouter dans la stigmatisation. Mais qu'est-ce qui différencie un jeune qui a eu son CAP de justesse d'un autre qui l'a raté de peu ? » Une logique qu'il résume d'une formule choc : « Notre système éducatif est devenu une machine à stigmatiser les nouvelles générations. »

C'est dire, selon Paul Santelmann, si « nous avons besoin de réinterroger les fondamentaux du système éducatif, notamment la conception qu'en ont les partenaires sociaux eux-mêmes. Ainsi, à l'Afpa et les commissions consultatives professionnelles, qui élaborent les titres professionnels du ministère du Travail, continuent de concevoir les diplômes comme des qualifications très précises et non comme une mobilité professionnelle tout au long de la vie. Le discours consensuel sur la formation professionnelle n'a pas encore irrigué les concepteurs du système de formation professionnelle ».

Dans le même esprit, Paul Santelmann juge que la VAE s'appuie sur « des référentiels de diplômes inadaptés ». Autrement dit, « des référentiels hyper spécialisés qui ne sont pas conçus pour reconnaître les expériences multiples. Doit-on mobiliser quinze diplômes différents pour reconnaître une expérience professionnelle ? », s'interroge-t-il non sans ironie.